

Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM)

Alerte 4962

Province de l'Ituri, territoire de Djugu, zone de santé de Mangala, aires de santé: Ndjubu - Tchele - Passion

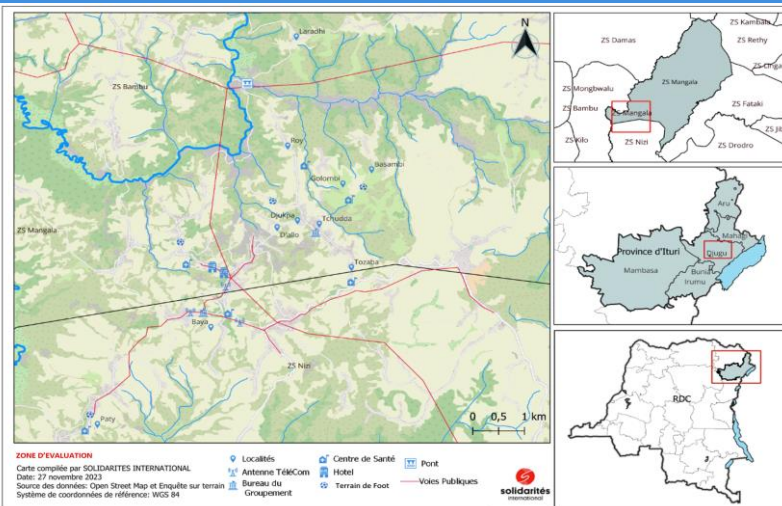
Solidarités International (BHA-SAFER)



Contexte

Description de la crise

Depuis 2020, un conflit communautaire a éclaté et intensifié en 2021 dans la zone de santé de Mangala avec comme conséquence directe incendie des maisons, pillage des biens et destructions des infrastructures, entraînant un mouvement massif de population vers les localités périphériques stables. En 2022, certains villages ont connu une accalmie, incitant les habitants à revenir timidement dans leurs villages d'origine et c'est à partir du mois de mars 2023 qu'un retour effectif a été observé dans la zone. Entre fin de l'année 2022 et octobre 2023 une recrudescence de la crise a été observée suite aux incursions des miliciens CODECO et affrontement avec des jeunes de groupe d'autodéfense Zaïre mais aussi les opérations militaires contre les groupes armés nocifs au climat de la paix en Ituri, provoquant ainsi un nouveau mouvement de la population dans la zone de santé de Mangala. Selon l'alerte 4962 partagé à la communauté humanitaire par OCHA le 17/10/2023, 33 252 personnes déplacées suite à une nouvelle incursion signée CODECO du 27 au 29 septembre 2023 dans les villages Lalo (dans la zone de santé de BAMBUI) et l'AS de Ndjubu. Les habitants de ces villages nouvellement attaqués ont trouvés asile dans les aires de santé de Kpau, Masikini et Dz'na, Ndjubu, Mandje, Bbaya, Paty et Tchele où ils vivent avec environs 12468 personnes retournées dans la même zone dans les situations humanitaires préoccupante (difficulté d'accès à la nourriture, à l'eau, aux AME et ils vivent dans une promiscuité prononcée). La relation entre les communautés Lendu et Hema de Mangala est tendue et n'est pas harmonieuse. Un climat de méfiance s'observe entre les deux communautés. Par ailleurs, les villages d'accueil des personnes déplacées et retournées ciblés par la mission cette ERM sont sécuritairement calmes, malgré la forte présence des jeunes d'auto-défense de Zaïre. On note également la présence des éléments de la FARDC et Police Nationale Congolaise dans la Zone. Aucun incident sécuritaire majeur n'a déjà été signalé dans les aires de santé évaluées depuis la publication de l'alerte. Les activités s'y déroulent normalement. Des mouvements de retour des populations continuent d'être observés dans certaines localités de la zone, à la suite de stabilité observée. En plus des personnes déplacées installées dans la zone, on trouve également des jeunes venus d'autres provinces de la RDC pour des faits économiques. Mangala est une zone d'exploitation d'or, qui attire de nombreux jeunes vers cette région.



Source des résultats : ¹	EM	IC	RDS/GDC
-------------------------------------	----	----	---------

Code de l'alerte	4962	4962	
Autres codes d'alerte			

Date de début de crise	27/9/2023	27/09/2023	
Date de fin de crise	01/10/2023	En cours	
Estimations nb total de ménages dans la zone enquêtée	3970	2852	
Taille moyenne ménages	6,1	-	

Accès physique	Source : équipe d'évaluation	
Accès sécuritaire	Voiture	
Présence de la MONUSCO	Non	
Incidents au cours des 2 dernières semaines	0	
Couverture tél.	80%	(estimation)

EM: Enquêtes ménages ; IC: Informateurs clés
RDS: Revue de données secondaires
GDC: Groupe de discussion communautaire
OL: Observations libres

Conséquences humanitaires

Les participants aux GDS ont affirmés que ces attaques à répétition n'ont pas été sans conséquences humanitaires. Les incursions des CODECO dans les villages de la Zone de santé de Bambu et Mangala et les contre-offensives FARDC contre les positions des CODECO ont occasionnés un déplacement de la population dans diverses directions. A ça il faut ajouter plusieurs autres dommages : atteinte à l'intégrité physique, incendies des maisons et infrastructures socio-économiques de base, la perte des produits de champs et d'élevage, pillages des biens de commerce et AME, la séparation des familles, les violences sexuelles. Dans leur zone de retour pour certains et de déplacement pour d'autres, ils éprouvent des difficultés d'accès à la nourriture, aux AME (les PDI partagent les rares AME avec les familles d'accueil qui sont les retournés), leurs AME ont été pillés, volés et abandonnés. Il existe aussi le problème de logement décent, ce qui conduit à plus de promiscuité dans les ménages. Ils ont aussi signalé l'accès difficile aux soins de santé à cause de manque de moyens financiers (AS Ndjuba non pris en compte par ALIMA pour la gratuité). La majorité des sources d'eau ne sont pas aménagés, les latrines sont presque inexistantes et les rares qui existent sont majoritairement partagées par plusieurs ménages c'est-à-dire une latrine pour 4 à 5 foyers.

Population dans la zone enquêtée par sexe et âge (EM)

Âge	Femmes	Hommes
64+ ans	0,8%	0,3%
18-64 ans	16,7%	16,8%
6-17 ans	21,1%	22,2%
7 mois-5 ans	9,0%	10,8%
0-6 mois	1,0%	1,3%
Total	48,6%	51,4%

Types d'assistance humanitaire reçue depuis la crise (EM) ²

	(% de ménages)
Pas d'aide reçue	98%
Nutrition	0%
Abris	0%
Articles ménagers essentiels (AME)	0%
Eau, hygiène et assainissement (EHA)	0%
Santé	2%
Education	0%
Nourriture	0%
Moyens de subsistance	0%
Protection	0%
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%
Communication	0%
Cash (inconditionnel)	0%
Autre	0%

Tableau de scores de sévérité ERM (EM, % des ménages)

Secteur	Critère	Sévérité				
		1	2	3	4	5
Contexte	Nombre de ménages déplacés	3136				
Sécurité alimentaire	Disponibilité de ressources alimentaires	0%	0%	3%	-	97%
	Score de consommation alimentaire (SCA / FCS)	99%	-	1%	-	0%
	Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI)	2%	57%	-	-	41%
	Disponibilité d'un marché fonctionnel à moins de 2h à pied	0%	-	-	-	0%
Nutrition	MAG enfants < 5 ans	N/A	-	N/A	-	N/A
	MAG femmes enceintes et allaitantes	N/A	-	N/A	-	N/A
Abris	Type d'abris (EM) ET Situation d'occupation de l'abri (EM)	0%	10%	90%	0%	0%
	Promiscuité dans les abris	98%				
Articles ménagers essentiels	Score card AME	0%	1%	30%	0%	69%
Eau, hygiène et assainissement	Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte	6%	1%	36%	21%	30%
	Disponibilité d'un système de lavage des mains	0%	-	3%	-	97%
	Disponibilité ET Partage des installations sanitaires	0%	0%	7%	33%	56%
Santé	Taux de diarrhées des enfants < 5 ans	74%				
	Epidémies: cas confirmés (par des professionnels de santé)	Paludisme				
Protection	Ménages ayant accueilli un ou des enfants de façon spontanée	100%	-	-	-	0%
	Proportion des ménages avec au moins un membre en situation de handicap	96%	-	-	-	4%
	Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (IC)	100%	-	-	-	0%
Education	Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle	69%	-	25%	-	6%
	Aucun enfant à l'école au cours des 14 derniers jours	52%				

Note: Tous les scores de sévérité ERM sont présentés dans ce tableau. Chaque score est calculé à partir des résultats des EM donnés en % de ménages issus, excepté le score "Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)" qui intègre des résultats issus des enquêtes auprès des IC. A chaque indicateur est attribué un niveau de sévérité pouvant aller de 1 à 5. L'indicateur "Epidémies: cas confirmés" renseigne manuellement les types de cas rapportés dans les enquêtes.

Perspective d'évolution de la crise

Les personnes déplacées rencontrées en groupes de discussions affirment que leurs zones de provenance sont restées calmes après la dernière incursion du 13 octobre. Cette situation s'explique par le fait qu'il n'y a plus de population pour créer des tensions ou des conflits. Les PDI ont été déplacés pour des raisons de sécurité et ont été installés dans des camps ou des sites collectifs de déplacés internes. Cependant, les CODECO font des incursions sporadiques dans les villages voisins en quête de la nourriture, ce qui ne leur permet pas de regagner leurs milieux d'origine. Selon les participants aux GDC, les PDI ne retournent pas car elles ont peur de la violence ou des menaces qui ont causé leur déplacement initial et ont perdus leurs maisons et moyens de subsistances.

Besoins prioritaires

Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²

	(% de ménages)
Cash physique (en espèces)	100%
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	2%
Vouchers / foires	27%
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	32%
En provision de services (services de protection, aide juridique, prise en charge médicale, formations professionnelles, etc.)	0%
Autre	1%

Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²

	(Fréquence de réponses pondérée)
Pas besoin d'aide humanitaire	0
Nourriture	9
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	2
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	0
Abris	4
AME (casseroles, bidons, habits, etc.)	9
EHA (eau, savon, latrines, etc.)	3
Santé	0
Education	0
Protection (y compris la sécurité)	0
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0
Communication	0
Moyens financiers (cash)	0
Autre	0
Ne sait pas	0
Ne se prononce pas	0

Mouvements de population

Voir tableau des mouvements de population à la fin du rapport



% estimé de ménages par statut	EM	IC	RDS/GDC
1 Déplacés	79%	34%	
2 Retournés	21%	19%	
3 Communauté hôte / autochtones	0%	46%	
4 Réfugiés	0%	0%	
5 Rapatriés / expulsés	0%	0%	

Nombre estimé de ménages par statut (voir synthèse ci-dessous)

Déplacés	3136	982
Retournés	834	547
Communauté hôte / autochtones	0	1324
Réfugiés	0	
Rapatriés / expulsés	0	

Analyse des mouvements de population

La zone évaluée connaît des mouvements cycliques de déplacement et retour. A la deuxième moitié de l'année 2022 et récemment entre septembre et octobre 2023, les localités visitées lors de cette évaluation furent attaquées par les hommes armés identifiés aux membres du groupe armé CODECO. Le 27/09/2023, il y a eu une nouvelle incursion des CODECO dans le village Lalo (ZS Bambu) et Wathum (AS Ndjubu), laquelle a occasionnée le déplacement de plus au moins 1909 ménages vers les AS Passion, Tchele et autres. Le 13/10/2023, la FARDC conjointement avec la MONUSCO ont fait une contre-offensive contre les positions des CODECO dans le groupement Masikini. Cette contre-offensive a déclenché le déplacement de la population de ce groupement vers diverses directions. Les personnes déplacées, retournées (FA) et autochtones vivent pacifiquement. Il n'y a pas une tension notable dans la communauté à part les querelles qui sont quelques fois constatées au niveau des sources. L'activité principale de la population de la zone de santé de Mangala est l'agriculture ainsi que l'exploitation minière. Avec ces attaques en répétition qui sont à la base des déplacements de population, les activités champêtres ne sont plus florissantes. Les PDI (agriculteurs et éleveurs) ont abandonnés les produits agricoles, cheptel et ont perdu leurs moyens de subsistance. Bien qu'il existe les marchés fonctionnels dans la zone, la disponibilité des denrées alimentaires reste faible actuellement comparativement à la période avant la crise. La pression démographique actuelle combiné à la faible quantité des denrées produites localement sur les marchés locaux, dépréciation de la monnaie locale face au dollar américain, délabrement de la route ont provoqué une légère fluctuation des prix des denrées alimentaires de base. Les résidents de la zone ont un accès limité aux champs.

Nombre total estimé de ménages dans la zone enquêtée

	3970	2852
--	------	------

Taille moyenne des ménages (EM)

	6,1	-
--	-----	---

Pression démographique (ratio déplacés + retournés / communauté hôte)

	100%	-
--	------	---

Proportion de ménages se déclarant familles d'accueil

	5%	-
--	----	---

Estimation du nombre de familles d'accueil

	5	-
--	---	---

Estimation du nombre de personnes dans la zone (IC)

Avant la crise		1371
Après la crise		1324

Estimation du nombre de ménages dans la zone (IC)

Avant la crise		1378
Après la crise		1378

Estimation synthétique du nombre de ménages par catégorie de déplacement (cette section est optionnelle: si l'outil de synthèse des données MdP EM/IC/GDC/RDS proposé dans la boîte à outils ERM est utilisé, coller en bas à droite les résultats. L'outil permet de fusionner les données de mouvements de population issues des différents outils ERM, tout en évitant le comptage multiple des mouvements qui sont en réalité les mêmes mais mesurés dans différents outils)

	(manuel)
Déplacés	12649
Retournés	9986
Communauté hôte / autochtones	20503
Réfugiés	0
Rapatriés/Expulsés	0
Total	43138

Nutrition

Les mesures du périmètre brachial, réalisées lors des EM grâce au bracelet MUAC (Mid-Upper Arm Circumference), permettent un diagnostic rapide afin de déterminer le degré de malnutrition de l'enfant ou de la femme allaitante. Seuls les IC professionnels de la santé ou de la nutrition rapportent les cas de malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et/ou les femmes allaitantes identifiés au cours des 4 semaines précédant l'ERM.

<115 mm	Malnutrition Aigüe Sévère = MAS
115-125 mm	Malnutrition Aigüe Modérée = MAM
>125 mm	Pas de malnutrition = -
MAG	Malnutrition Aigüe Globale = MAG (MAS + MAM)

EM

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
115-125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
>125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
MAG	0	0%	0	0%	0	0%

Filles de moins de 5 ans

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
115-125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
>125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
MAG	0	0%	0	0%	0	0%

Enfants de moins de 5 ans

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
115-125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
>125 mm	0	N/A	0	N/A	0	N/A
MAG	0	0%	0	0%	0	0%

Femmes enceintes et allaitantes

Femmes enceintes et allaitantes	n		%	
	n	%	n	%
<185 mm	0	N/A		
185-230 mm	0	N/A		
>230 mm	0	N/A		
MAG	0	0%		

IC

Garçons de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	10		11		21	
115-125 mm	0		0		0	
MAG	10		11		21	

Filles de moins de 5 ans

Filles de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	22		13		35	
115-125 mm	30		16		46	
MAG	52		29		81	

Enfants de moins de 5 ans

Enfants de moins de 5 ans	< 2 ans		≥ 2 ans		Total	
	n	%	n	%	n	%
<115 mm	32		24		55	
115-125 mm	30		16		46	
MAG	62		40		101	

Femmes enceintes et allaitantes

Femmes enceintes et allaitantes	n	
	n	%
<185 mm	15	
185-230 mm	0	
MAG	15	

Analyse Nutrition

Les Evaluations ont été menées dans 3 aires de santé à savoir l'AS Tchele, Ndjuba et Passion, dans la Zone de santé de Mangala. De par les entretiens avec les informateurs clés de la santé, les membres des groupes de discussions communautaires et les libres observations, il a été révélé que plusieurs cas de la malnutrition aigüe globale sont observés chez les enfants de 0 à 5ans et FEFA. En outre, 2 sur 3 structures sanitaires évaluées, ont été sélectionnés par ALIMA-COOPI pour l'intégration du programme de la prise en charge Nutritionnelle dont l'AS Passion et Tchele mais l'AS Ndjuba n'a pas d'appui dans ce secteur. Les consultations se font qu'au temps des complications mais aussi le manque de la bonne prise en charge limite l'accès au centre de santé pour des parents des enfants souffrant de la malnutrition et d'autres maladies associées pour le centre de santé qui n'est pas couvert la prise en charge gratuite.

Sécurité alimentaire

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales activités de subsistance (EM, IC) ²			
Travail journalier	80%	5	
Agriculture de subsistance	10%	4	
Agriculture de rente	3%	0	
Activités de pêche	0%	0	
Activités de chasse / cueillette	0%	0	
Élevage	0%	0	
Exploitation minière artisanale	4%	3	
Petit commerce (y compris vente de braises/charbon, etc.)	2%	1	
Gagne un salaire (d'un emploi permanent)	0%	0	
Envois de fonds (p.ex. envoyé par un membre de famille ou ami)	0%	0	
Aucune	0%	0	
Autre	2%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Accès à la terre (EM)			
Oui	48%	-	
Non	52%	-	
Ne sait pas	0%		
Ne se prononce pas	0%		
Proportion de cultures endommagées (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Proportion de bétails / animaux d'élevage affectés (pillés / tués / déplacés) au cours des 3 derniers mois (IC)			
			Oui, beaucoup (plus de la moitié)
Accès physique à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Oui	76%	-	
Non	24%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Raison de non-accès à un marché durant les 7 derniers jours (EM)			
Le marché n'est plus fonctionnel	13%	-	
Le marché n'est pas situé à distance de marche / est trop loin	0%	-	
Il est dangereux de se rendre au marché	0%	-	
Autre	87%	-	
Disponibilité d'un marché fonctionnel (à moins de 2h à pied) (IC)			
			Oui
Disponibilité des services M-pesa (EM, IC)			
Oui	8%	1	
Non	92%	4	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population (IC)			
Presque pas de faim	-	0	
La faim est limitée, des stratégies sont disponibles pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	4	
La faim est importante, les options sont limitées pour faire face à l'accès réduit à la nourriture	-	1	
La faim est la pire qu'elle puisse être, partout dans la localité, et causant de nombreux décès	-	0	
Ne sait pas	-	0	



	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Principales sources d'acquisition de nourriture (EM) ²			
Production personnelle	31%	-	
Reçu comme une aide alimentaire du gouvernement, d'une ONG, de l'ONU, etc.	0%	-	
Reçu comme cadeau d'amis / relatifs	1%	-	
Marché	82%	-	
Travail pour de la nourriture	86%	-	
Cueillette, chasse ou pêche	35%	-	
Achat auprès d'un voisin	1%	-	
Petit commerce	0%	-	
Vente de braises/charbon, etc	5%	-	
Echange de produits contre de la nourriture	0%	-	
Emprunts de nourriture auprès de relatifs, hôtes, etc.	9%	-	
Emprunter de nourriture auprès de gens étrangers	1%	-	
Zakat / don charitable de nourriture / offrande	0%	-	
Autre	0%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Disponibilité de ressources alimentaires disponibles des ménages (EM)			
Aucune réserves	97%	-	5
1-2 semaines	3%	-	3
3-4 semaines	0%	-	
Plus de 4 semaines	0%	-	1
Nombre moyen de repas par jour (EM)			
Pour les adultes hommes	1	-	
Pour les adultes femmes	1	-	
Pour les garçons de moins de 18 ans	1	-	
Pour les filles de moins de 18 ans	1	-	
Score de consommation alimentaire (SCA / FCS) ³			
Pauvre (≤28)	99%	-	1
Limite (>28)	1%	-	3
Acceptable (>42)	0%	-	5
Indice des stratégies de survie simplifié (ISSs / rCSI) ⁴			
Durable (<4)	2%	-	1
Sous pression (<19)	57%	-	3
Crise / urgence (≥19)	41%	-	5

Analyse Sécurité alimentaire

Les PDI de la zone ont perdu la quasi-totalité de leurs moyens de subsistance (produits de champs, cheptel, AGR, et autres bien). Cette situation d'insécurité a eu comme conséquence la sous production agricole et la flambée de prix des denrées alimentaires de base sur les marchés locaux. Pour cette raison, certains ménages déplacés ont amorcé les mouvements retours dans leurs villages d'origines (cas de Laradhi). D'autres se sont rapprochés de leurs localités et effectuent des mouvements pendulaires pour accéder à leurs anciens champs. En plus, 80% de PDIs survivent grâce aux travaux journaliers payés principalement en nature et 97% des ménages enquêtés n'ont pas de stock de réserve de vivres avec comme conséquences directes 99% des ménages ont un SCA pauvre et 1% limite.

Les revenus issus de ces travaux journaliers ne permettent pas à ces ménages d'accéder aux aliments de qualité et en quantité suffisante. Le menu accessible pour la majorité des familles déplacées est composé régulièrement de féculents accompagnés de légumes verts. Cependant, les personnes déplacées n'ont pas accès aux protéines d'origine animale suite au manque des moyens financiers et la modicité de leurs revenus. Malgré l'existence des marchés fonctionnels de la zone, les PDIs et les retournés sont limités par le moyen. La fluctuation de prix des denrées alimentaires produites localement et importées est observée à cause de faible production, mauvais état de route, plusieurs check-points qui ne facilitent pas la circulation des commerçants ainsi que le transport des produits importés, dépréciation de Franc congolais face au dollar américain et grandes étendues cultivables.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Types d'habitations / abris occupés par les ménages (EM, IC²)			
Maison (construction durable)	0%	0	
Maison (construction non-durable délabrée)	23%	4	
Abris d'urgence (non-durable, construit à partir des matériaux disponibles en urgence)	77%	5	
Centre collectif autre qu'une école (bâtiment administratif, centre de santé, etc...)	0%	3	
Ecole transformée en centre collectif	0%	0	
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne souhaite pas répondre	0%	0	

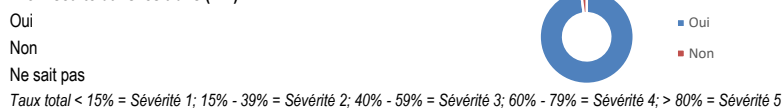
Proportion de ménages occupant des abris d'urgence (IC) Beaucoup (plus de la moitié des ménages)

Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM)

Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	33%	-
En famille d'accueil	32%	-
Dans un site spontané	16%	-
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	-
Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	17%	-
Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	3%	-
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	-
Ne sait pas	0%	-
Ne se prononce pas	0%	-

Proportion d'habitations / abris endommagés ou détruits à la suite de la crise (IC) Oui, beaucoup (plus de la moitié)

Promiscuité dans les abris (EM)



	EM	IC	Sévérité
Oui	98%	-	5
Non	2%	-	
Ne sait pas	0%	-	

Type d'habitations / abris (EM) ET Situation d'occupation de l'habitation / abri (EM) ⁵

Type d'habitation / abri ET Situation d'occupation	EM (%)	Sévérité
Maison (construction durable) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	0%	1
Maison (construction durable) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	6%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	4%	2
Maison (construction durable) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	0%	
Maison (construction durable) ET En famille d'accueil	0%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	1%	
Maison (construction non-durable délabrée) ET En famille d'accueil	12%	
Abris d'urgence ET Sur une parcelle ou un abri qui lui appartient	27%	3
Abris d'urgence ET Locataire (habite seul sur une parcelle qu'il loue)	12%	
Abris d'urgence ET Co-locataire (plusieurs ménages habitent sur une parcelle qu'ils louent)	2%	
Abris d'urgence ET En famille d'accueil	20%	
Abris d'urgence ET Dans un site spontané	16%	
Dans un centre collectif (bâtiment administratif, centre de santé, école, etc.)	0%	4
Pas d'abri (dorment à la belle étoile)	0%	5

Analyse Abris

Les PDI sont logées en majorité dans des familles d'accueil, dans le site spontané (Tchudha, Fichama, Sikitere, Djukpa) et dans des maisons abandonnées, cédées gratuitement par la population hôte et une minorité loue des maisons. Les retournés passent nuits dans des maisons d'urgence construites avec les matériaux locaux disponibles, leurs maisons furent incendiées pendant les attaques. Dans cette condition de précarité, ils ont accueillis les déplacés, une promiscuité est alors constatée dans les ménages exposant ainsi ses occupants aux risques de contamination des maladies.

Articles Ménagers Essentiels (AME)

	EM (% de ménages)	IC	Sévérité
Utilisation par les femmes et filles de kits d'hygiène menstruelle (EM)			
Oui	6%	-	
Non	78%	-	
Ne sait pas	4%	-	
Ne se prononce pas	11%	-	
Score card AME			
< 1	0%	-	1
1 – 1.9	1%	-	2
2 – 2.9	30%	-	3
3 – 3.9	0%	-	4
4 – 5	69%	-	5

Analyse AME

Les déplacements ont été brusques et répétitifs. On observe l'absence d'AME au sein des ménages déplacés. Selon des sources locales concordantes, les PDI ont abandonné leurs AME lors des déplacements suite à l'ampleur des attaques subies. Dans la zone d'accueil, la plupart d'entre-eux utilise les AME en mauvais état qui leurs sont cédés par la Communauté Hôte (CH). Ceux vivant dans des familles d'accueils partagent les mêmes AME avec les ménages hôtes. Le résultat de l'enquête ménages montre que seulement 6% des femmes et filles utilisent les kits d'hygiène menstruelle. Et 30 % ont un score card entre 2 – 2.9 et 69% entre 4 – 5 contre seulement 1% inférieur à 2.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Nombre moyen de sources d'eau fonctionnelles dans la localité, par type de source (IC)			9
Robinets privés	-	1	
Robinets public / bornes fontaines	-	0	
Puits à pompe / forage	-	0	
Puits creusé aménagé	-	0	
Source naturelle aménagée	-	2	
Source naturelle non-aménagée	-	4	
Eau de pluie (nombre de ménages collectant l'eau de pluie)	-	13	
Camion-citerne	-	0	
Charrette avec petite citerne	-	0	
Kiosque, échoppe, boutique de bouteilles / sachets d'eau (Nombre de points de vente)	-	0	
Eau de surface (rivière, barrage, lac, mare, courant, canal, système d'irrigation)	-	6	
Type de source d'eau (EM) ⁶			
Source améliorée	32%	-	1
Source non-améliorée	47%	-	3
Eau de surface	21%	-	4
Taux de diarrhées chez les enfants de moins de 5 ans dans la zone (EM)			
<15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5	74%	-	4
Quantité d'eau insuffisante, par type d'usage (EM)			
Pour boire	30%	-	
Pour l'hygiène personnelle	47%	-	
Pour cuisiner	46%	-	
Pour d'autres fins domestiques	47%	-	
Proportion de ménages ne disposant pas d'une quantité suffisante d'eau pour boire (même non-potable) (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Temps nécessaire pour aller à la source d'eau principale, récupérer de l'eau et revenir au ménage (EM)			
< 30 minutes	71%	-	
De 31 minutes à 2 heures	29%	-	
Plus de 2 heures	0%	-	
Problèmes d'accès à l'eau (EM, IC) ²			
Pas de problème	0%	0	
Les points d'eau sont trop éloignés	25%	10	
Les points d'eau sont difficiles d'accès	14%	1	
Aller chercher de l'eau est une activité dangereuse	8%	0	
Certains groupes n'ont pas accès aux points d'eau	8%	0	
Nombre insuffisant de points d'eau / temps d'attente trop élevé	61%	11	
Les points d'eau ne fonctionnent pas ou sont fermés	8%	0	
L'eau est trop chère	15%	0	
Pas assez de récipients pour stocker l'eau	81%	11	
Problèmes de goût / de qualité de l'eau (eau non-potable)	22%	0	
Autre	6%	0	
Ne sait pas	0%	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Membres du ménage concernés par les risques sécuritaires pour se rendre et utiliser la source d'eau principale (EM) ²			
Tous les membres sans distinction	69%	-	
Les hommes adultes	0%	-	
Les femmes adultes	21%	-	
Les garçons de moins de 18 ans	11%	-	
Les filles de moins de 18 ans	19%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Type de source d'eau disponible ET Quantité d'eau disponible ET Temps nécessaire pour la collecte d'eau (EM) ⁵			
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est moins de 30 minutes	6%	-	1
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée Et Le temps pour la chercher est plus de 30 minutes	1%	-	2
Assez d'eau pour boire Et Pas assez pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source améliorée	7%	-	
Assez d'eau pour boire Et Assez d'eau pour subvenir aux besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	36%	-	3
Assez d'eau pour boire Et Pas assez d'eau pour les besoins domestiques Et L'eau provient d'une source non-améliorée	9%	-	
Accès à de l'eau de surface uniquement	21%	-	4
Pas assez d'eau pour boire	30%	-	5
Disponibilité d'un système de lavage des mains (EM)			
Oui, eau et savon	0%	-	1
Oui, eau seulement	3%	-	3
Non	97%	-	5
Proportion des ménages ayant accès à des dispositifs de lavage de mains (IC)			
		Aucun(e)	
Proportion des ménages ne disposant pas ou n'utilisant pas de latrines (IC)			
		Oui, beaucoup (plus de la moitié)	
Latrines partagées par plus de 4 ménages (EM)			
Oui	85%	-	
Non	15%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Latrines séparées par sexe (EM)			
Oui	29%	-	
Non	71%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	
Problèmes d'assainissement dans la localité (IC) ²			
Présence de matières fécales	-	11	
Eau stagnante	-	6	
Déchets solides domestiques	-	11	
Déchets organiques en décomposition tels que des animaux morts	-	0	
Rongeurs / rats	-	5	
Aucun	-	0	

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité ET Partage des installations sanitaires (EM) ^{5,7}			
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	0%	-	1
Installations sanitaires améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	0%	-	2
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par quatre ménages au plus	7%	-	3
Installations sanitaires non-améliorées disponibles Et Partagées par plus de quatre ménages	33%	-	4
Pas d'installation sanitaire disponible / Défécation à l'air libre	56%	-	5

Analyse EHA

1. Accès en eau : Les besoins en Eau sont importants au sein des aires de santé évaluées ; Un bidon de 20 litres coûte 10 fois plus cher que dans la ville de Bunia ; les PDI's qui vivent dans les localités évaluées n'ont qu'une seule source aménagée ; cet ouvrage est exposé aux risques de destruction, de contamination, de querelles à la suite de son utilisation massive ; La majeure partie de la population s'approvisionne aux sources non améliorées (80%) et s'expose ainsi aux maladies d'origine hydrique ; Avec cette nouvelle vague, environ 67 390 personnes (PDI's et autochtones) utilisent actuellement une eau issue des sources non améliorées pour une quantité de 137 376 litres d'eau par jour soit 2,8 litres d'eau/personnes/Jour

2. Infrastructure d'assainissement :

La couverture en infrastructure sanitaire est généralement faible ; la gestion du péril fécal humain et des déchets ménagers cause problème tant au sein des ménages que dans des centres collectifs des déplacés . L'hygiène corporelle se fait dans des conditions qui ne respecte pas la dignité humaine et qui expose les femmes aux incidents de protection.

3. Hygiène :

Les pratiques d'hygiène de base ne sont pas observées dans la communauté. L'accès au savon est difficile en majorité parmi les foyers déplacés.

Ces informations sont confirmées par la revue documentaire au niveau des structures sanitaire de la zone évaluée qui a fait mention de taux important de maladies d'origines hydriques dans la zone évaluée.

Santé

Principal type de lieu utilisé par les hommes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		93%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		1%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		6%	-
Autre		0%	-

Principal type de lieu utilisé par les femmes pour obtenir des soins (EM)

Structure de santé (centre, clinique, hôpital, etc.)		94%	-
Guérisseur traditionnel / religieux		0%	-
Reste à la maison / se soigne soi-même		6%	-
Autre		0%	-

Structure de soins utilisée par la majorité de la population (IC)

Non consensus

Durée de marche pour atteindre la structure de santé la plus proche (EM)

Moins de 1 heure		84%	-
Entre 1 heure et 2 heures		14%	-
Entre 2 heures et une demi-journée		2%	-
Plus d'une demi-journée / pas de centre de santé disponible		0%	-

Conditions de la majorité des femmes pour accoucher (IC)

A la maison avec famille	-	0
A la maison avec sage-femme	-	0
A la maison avec infirmier	-	0
Centre de sante / d'accueil	-	11
Autre	-	0
Ne sait pas	-	0

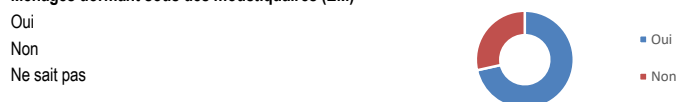
	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Problèmes d'accès aux soins de santé (IC) ²			
Pas de problèmes	-	3	
Infrastructures de santé partiellement ou totalement détruites	-	7	
Manque de personnel médical qualifié dans les centres de santé	-	0	
Manque de médicaments	-	4	
Manque de moyens pour payer les soins de santé	-	4	
Problèmes d'accès physique pour tout le monde (y compris la distance trop élevée)	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes âgées	-	0	
Problèmes d'accès physique pour les personnes handicapées	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour tout le monde	-	0	
Problèmes d'accès sécuritaire pour les femmes et les filles en particulier	-	0	
Autre	-	0	
Ne sais pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	3	

Symptômes chez les enfants de moins de 5 ans au cours des 2 dernières semaines (EM)

Diarrhée	74%	-	4
Fièvre	82%	-	
Toux	28%	-	

Taux total <15% = Sévérité 1; 15%-39% = Sévérité 2; 40%-59% = Sévérité 3; 60%-79% = Sévérité 4; > 80% = Sévérité 5

Ménages dormant sous des moustiquaires (EM)



Questions spécifiques aux IC professionnels de santé :

Nombre moyen de cas de maladies rapportées (IC, prof. de santé)

	IC	
	Cas suspects	Cas confirmés
Paludisme	770	557
Infection Respiratoire Aigüe	0	225
Diarrhées aiguës	3	63
Typhoïde	0	39
Malnutrition aigüe globale	51	71
Rougeole	0	0
Choléra	0	0
Fièvre jaune	0	0
Fièvre hémorragique	0	0
Autre	0	0

Disponibilité de médicaments en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Oui

Disponibilité d'équipements médicaux en quantité suffisante (IC, prof. de santé)

Oui

Augmentation du nombre journalier de patients nécessitant des soins depuis le début de la crise (IC, prof. de santé)

Oui, beaucoup

Analyse Santé

Les AS Passion et Tchela ont les stocks des médicaments et matériels nécessaires reçus du consortium ALIMA –COOPI qui appuie la gratuité de soins de base. Le CS Ndjubu ne bénéficie pas de cet appui et est opérationnel dans la zone d'accueil à Passion au sein de l'EP Tchuda. Elle est sans bâtiment remplissant les normes et favorisant la bonne prise en charge, sans un espace d'assainissement adéquat avec un service de maternité exposant à la mortalité infantile et aux divers cas du sepsis. La situation de cette structure sanitaire est préoccupante. Ce centre a été endommagé/détruit, ce qui limite l'accès aux soins de santé pour les résidents de cette aire de santé. Les ressources médicales, telles que les médicaments et les équipements, sont également très limitées. La revue documentaire et entretien avec les informateurs clés et professionnels de santé de ces trois aires de santé ont démontré qu'il existe plusieurs cas des paludismes, Infections Respiratoire Aigüe, Fièvres Typhoïdes, Diarrhée et cas de malnutrition des enfants de moins de 5 ans. Le taux de diarrhée a augmenté de 20% dans ces AS et celui de la fréquentation a galopé dans les AS couvertes.

Le CS est le principal lieu utilisé par les hommes et femmes pour obtenir des soins soit respectivement : 93 et 94%

Protection

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Présence et nombre d'enfants non-accompagnés (ENA)			
Ménages ayant accueilli au moins 1 ENA (EM)	0%	-	5
Présence d'ENA (IC)	-	Non	
Nombre moyen d'ENA (IC)	-	5	
Présence et nombre de personnes en situation de handicap (PSH) (EM)			
Présence de PSH	4%	-	5
Nombre total d'enfants en situation de handicap	3	-	
Nombre total d'adultes en situation de handicap	3	-	
Nombre total de personnes âgées	0	-	

Principales préoccupations de protection, par groupe de population (IC) ²

	Principales préoccupations par groupe (Fréquence de réponses pondérée)			
	H +18 ans	F +18 ans	H -18 ans	F -18 ans
Rien à signaler / Pas de problème	1	0	0	0
Meurtre	5	0	0	0
Mutilations / coups et blessures	0	0	0	0
Violences intercommunautaires	0	0	0	0
Violences sexuelles	0	8	0	8
Enlèvements ou tentatives d'enlèvement	2	0	2	0
Blessés / morts dus aux mines	7	7	7	2
Mariage forcé / précoce	0	7	1	8
Violences conjugales	0	1	0	0
Séparation des familles	0	1	3	3
Pillage / vol / cambriolage	0	0	0	0
Pillage du bétail	0	0	0	0
Arrestations arbitraires	3	0	0	0
Harcèlement ou divulgation de renseignements	0	0	0	0
Recrutements / enrôlements forcés	2	0	5	0
Démobilisation d'acteurs armés	0	0	0	0
Travaux forcés	2	0	4	2
Autre	0	0	0	0
Ne sait pas	0	0	0	0
Ne se prononce pas	0	0	0	0

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres masculins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement		33%	-
Déni d'accès à des services		21%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées		19%	-
Mariage forcé		0%	-
Travail forcé		31%	-
Pas de cas dans le ménage		44%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas		17%	-

Types d'incidents encourus et / ou subis récemment par les membres féminins des ménages (EM) ²

Violence physique ou harcèlement		29%	-
Déni d'accès à des services		12%	-
Recrutement de force dans des groupes armés ou forces armées		0%	-
Mariage forcé		29%	-
Travail forcé		26%	-
Pas de cas dans le ménage		47%	-
Ne sait pas / ne se prononce pas		21%	-

Disponibilité d'un service de prise en charge des cas de VBG (IC)

Oui

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Cas de violence sexuelle et / ou sexiste au sein de la communauté (EM) ²			
Pas de cas dans la communauté	48%	-	
Ne sait pas / ne se prononce pas	23%	-	
Viol	27%	-	
Agression sexuelle	25%	-	
Violence physique ou harcèlement	25%	-	
Mariage forcé	22%	-	
Déni d'accès à des services	2%	-	
Abus psychologique / émotionnel	1%	-	
Ménages affectés par un incident lié aux Restes Explosifs de Guerre (REG) (IC)			
		Non	
Perception de la communauté hôte sur la présence de déplacés et / ou des retournés (IC)			
Tensions avec la communauté d'accueil	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour le temps nécessaire	-	0	
Communauté hôte prête à assister pour un temps limité	-	6	
Ils constituent une main d'œuvre bon marché pour les travaux journaliers	-	2	
Ils sont responsables des problèmes de protection et d'insécurité	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Disponibilité d'un mécanisme communautaire de médiation des tensions (IC)			
		Oui	
Tensions sociales liées à la propriété et l'accès à la terre (IC) ²			
Aucun problème	-	7	
Accapement des terres	-	0	
Accès à la terre des femmes et autres groupes à besoins spécifiques	-	0	
Accès à la terre pour les PDIs	-	0	
Augmentation du coût du loyer	-	0	
Conflits entre agriculteurs et éleveurs	-	0	
Destruction des cultures ou des animaux	-	0	
Destruction des étangs piscicoles	-	0	
Exploitation des ressources naturelles	-	0	
Exploitation illégale des ressources naturelles	-	0	
Expulsions ou menaces d'expulsions des locataires	-	0	
Incendies et / ou destruction des habitations / abris	-	0	
Insécurité d'occupation	-	0	
Litiges latents non réglés sur la terre et la propriété	-	0	
Occupations secondaires des maisons et des champs	-	0	
Problèmes de limites	-	0	
Rareté des terres	-	0	
Remise en cause des transactions foncières	-	0	
Répartition inégale des terres	-	0	
Restitution des biens	-	0	
Successions	-	0	
Tensions sociales autour de la question de la propriété	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Autre	-	1	

Analyse Protection

La ZS de Mangala a connu plusieurs cas d'atrocités commises par des personnes armées. Plusieurs cas de meurtres, coups et blessures, enlèvement des personnes, incendies de maisons ainsi que le pillage des biens et batailles ont été renseignés par les autorités locales, les Informateurs clés et les participants au GDC. Les personnes Déplacés et Retournés ont fait face aux diverses violations de droits humains : mutilations, violences sexuelles, mariage précoce/forcé, enlèvements ou tentative d'enlèvement, violence conjugale, séparation des familles. Jusqu'à présent la cohabitation pacifique est observée entre les personnes déplacées et autochtones ainsi que les retournées dans la zone. Les structures de base en charges de la protection dans la zone sont moins connues mais les chefs de localité restent les garants de la protection. Certaines localités jouissent de la présence des éléments de la police nationale congolaise (PNC) et de l'armée (FARDC).

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Disponibilité d'une école primaire fonctionnelle à moins d'une heure de marche (IC)		Oui	
Durée de marche pour atteindre l'école primaire fonctionnelle la plus proche (EM)			
Moins de 1 heure	69%	-	1
Plus de 1 heure	25%	-	3
Pas d'école primaire fonctionnelle	6%	-	5
Ecole primaire fonctionnelle occupée ou partiellement utilisée par des personnes armées (EM)			
Oui	1%	-	
Non	99%	-	
Ne sait pas	0%	-	
Proportion d'enfants de 6 à 11 ans non-inscrits ou ne fréquentant pas régulièrement l'école primaire (IC)		Oui, beaucoup (plus de la moitié des enfants de 6 à 11 ans)	
Type de lieu utilisé pour les classes d'école primaire (IC)			
Ecoles existantes	-	0	
Espaces temporaires (p. ex. église, ...)	-	0	
Dehors / sous les arbres	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ménages dont aucun enfant, par groupe, n'est allé à l'école au cours des 14 derniers jours (EM)			
Garçons (Primaire)	38%	-	
Filles (Primaire)	48%	-	
Garçons (Secondaire)	55%	-	
Filles (Secondaire)	66%	-	
Total	52%	-	4
<i>Taux total ≥70% = Sévérité 5; 51% - 69% = Sévérité 4; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 2; ≤ 15% = Sévérité 1</i>			
Raison principale de la non-scolarisation d'au moins un enfant par ménage (EM)			
Manque de moyens pour payer l'école	54%	-	
Ecole trop éloignée	19%	-	
Interruption suite à un déplacement / retour	3%	-	
Destruction de l'école	0%	-	
Occupation de l'école	0%	-	
Ecole de la localité d'accueil n'accepte pas enfants déplacés	0%	-	
Enfant a peur d'aller à l'école	0%	-	
Absence des enseignants	0%	-	
Enfant est perturbé (stress, trauma)	0%	-	
Enfant jamais allé à l'école	4%	-	
Autre	19%	-	
Ne se prononce pas	0%	-	

(Fréquence de réponses pondérée)

Raison principale de la non-scolarisation des filles et des garçons de 6 à 11 ans (IC)

Elles / Ils ne peuvent pas payer les frais scolaires
Elles / Ils ne peuvent pas payer le matériel scolaire
Elles / Ils doivent travailler en dehors de la maison (agriculture, travaux, transhumance)
Elles / Ils doivent travailler à la maison
Récemment déplacé.es, sans inscription dans une école à proximité
Pour des raisons culturelles (p. ex. les filles ne vont pas à l'école)
Mariage précoce / mariage forcé
Grossesse précoce
Faim
La route pour aller à l'école est trop dangereuse
Il n'y a pas de fourniture (p. ex. des pupitres)
Manque d'hygiène et d'installations EHA dans les écoles (et / ou problèmes liés aux menstruations)
L'école est trop loin
L'école est endommagée au point de ne plus pouvoir y aller
Autre
Ne sait pas
Ne se prononce pas

Filles 6-11 ans	Garçons 6-11 ans
2	2
0	0
3	4
0	0
0	0
0	0
2	-
0	-
0	1
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0
0	0

Questions spécifiques aux IC professionnels du secteur de l'éducation:

Taux d'inscription des enfants en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)

- 40%

Avant la crise

- 60%

Taux total $\geq 70\%$ = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; $\leq 15\%$ = Sévérité 5

Taux de fréquentation des enfants inscrits en école primaire (IC, prof. de l'éducation)

Taux actuel (au moment de l'enquête)

- 50%

Avant la crise

- 60%

Taux total $\geq 70\%$ = Sévérité 1; 51% - 69% = Sévérité 2; 36% - 50% = Sévérité 3; 16% - 35% = Sévérité 4; $\leq 15\%$ = Sévérité 5

Ratio moyen d'élèves pour 1 enseignant (IC, prof. de l'éducation)

Nombre actuel d'élèves pour 1 enseignant

55

Nombre d'élèves pour 1 enseignant avant la crise

60

Ratio ≤ 45 élèves par enseignant = Sévérité 1; 46 - 55 = Sévérité 2; 56 - 70 = Sévérité 3; 71 - 85 = Sévérité 4; ≥ 86 = Sévérité 5

Analyse Éducation

Dans les trois aires de Santé évaluées, 6 écoles fonctionnent avec un effectif de 3513 élèves. Mais les élèves déplacés sont 3159. Seules les écoles de la zone à 1962 élèves. EP Bulu qui fonctionnait dans la zone évaluée, à cause de cette crise s'est déplacée dans la Z.S de Bambu(dans la localité Lalo). Parmi les 6 écoles qui fonctionnent dans la zone, 4 sont en déplacement venant des différents villages de la zone évaluée. Bien que toutes ces écoles respectent la gratuité scolaire recommandée par le gouvernement, avec cette crise, on constate les insuffisances de Madi, les matériels récréatifs, pupitres et tableaux noirs délabrés. Le mariage précoce, les grossesses indésirables, sont plus constatées dans la zone. Les enfants en âge scolaire qui restent à la maison sans fréquenter l'école font les activités minières pour la survie familiale, le service de groupes armés, Aucune formation n'est faite pour le corps enseignant, aucune assistance n'est faite dans la zone.

	EM (% de ménages)	IC (Fréquence de réponses pondérée)	Sévérité
Ménages ayant eu accès à une assistance humanitaire depuis le début de la crise (IC)		Oui	
Type d'assistance humanitaire reçue depuis le début de la crise (EM, IC) ²			
Pas d'aide reçue	98%	-	
Nutrition	0%	3	
Abris	0%	0	
AME	0%	0	
EHA	0%	0	
Santé	2%	5	
Education	0%	0	
Nourriture	0%	0	
Moyens de subsistance	0%	0	
Protection (y compris la sécurité)	0%	5	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	0%	0	
Communication	0%	0	
Cash	0%	0	
Autre	0%	0	
Ne sait pas	0%	0	
Ne se prononce pas	0%	0	
Types de besoins prioritaires de la population (IC) ²			
Pas besoin d'aide humanitaire	-	0	
Nourriture	-	9	
Moyens de subsistance (semences, outils aratoires, bétail, etc.)	-	2	
Nutrition (p.ex. Plumpy Nut)	-	0	
Abris	-	4	
AME	-	9	
EHA	-	3	
Santé	-	0	
Education	-	0	
Protection (y compris la sécurité)	-	0	
Cohésion sociale et consolidation de la paix	-	0	
Communication	-	0	
Cash	-	0	
Autre	-	0	
Ne sait pas	-	0	
Ne se prononce pas	-	0	
Modalités préférées pour bénéficier d'une assistance humanitaire pour les ménages (EM) ²			
Cash physique (en espèces)	100%	-	
Cash par transfert (cash électronique ou mobile money)	2%	-	
Vouchers / foires	27%	-	
En nature (nourriture, AME, kits, infrastructures, etc.)	32%	-	
Provision de services (protection juridique, prise en charge médicale, formations pro., etc.)	0%	-	
Autre	1%	-	

Besoins prioritaires d'information pour les ménages (EM) ²

Pas de besoin d'information		16%	-
Où recevoir l'assistance		67%	-
Comment s'enregistrer pour l'assistance		67%	-
Dispositions spéciales pour personnes âgées, personnes handicapées, femmes enceintes, etc.)		12%	-
Qui est ciblé / peut accéder à l'assistance		43%	-
Comment donner son feedback		1%	-
Comment chercher de l'aide après avoir été affecté par un incident sécuritaire ou de protection		2%	-
Des informations sur la localité d'origine (si ménage déplacé / réfugié)		2%	-
Les responsabilités du personnel humanitaire		0%	-
Autre		1%	-
Préfère ne pas répondre		6%	-

Moyens préférés pour recevoir des informations à propos de l'aide humanitaire (EM) ²

Appel téléphonique		30%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)		66%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)		12%	-
SMS		1%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)		0%	-
Evenements communautaires		3%	-
Crieurs publics avec mégaphones		11%	-
Au travers des leaders communautaires		64%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux		24%	-
Organisations / comités de femmes		5%	-
Autorités locales gouvernementales		10%	-
Autorités locales (police, militaires)		1%	-
Autre		0%	-
Préfère ne pas répondre		1%	-

Modalités préférées pour faire un(e) retour / plainte / doléance sur la réponse humanitaire (EM) ²

Appel téléphonique		32%	-
Face-à-face avec un travailleur humanitaire (peu importe le genre)		50%	-
Face-à-face avec une travailleuse humanitaire (femme uniquement)		2%	-
SMS		0%	-
Réseau social (facebook, whatsapp, etc.)		0%	-
Evenements communautaires		0%	-
Crieurs publics avec mégaphones		15%	-
Au travers des leaders communautaires		71%	-
Dans des lieux de culte, à travers des leaders religieux		7%	-
Organisations / comités de femmes		2%	-
Autorités locales gouvernementales		5%	-
Autorités locales (police, militaires)		0%	-
Autre (préciser)		0%	-
Préfère ne pas répondre		0%	-

Analyse AAP

Après ces multiples mouvements(déplacement et retour),les personnes déplacées et retournées ont perdu la quasi-totalité de leurs biens. Ils font face à une vulnérabilité multisectorielle. Pour répondre à leurs différents besoins(assistance humanitaire) prioritaires(food,AME et abris,EHA,santé et éducation),ils ont préféré le cash direct comme modalité. Il sied de signaler que depuis que ces retournés et déplacés sont dans la zone,à part ALIMA qui a pris en charge les soins de santé dans l'AS passion et tchele,ils n'ont reçu aucune assistance humanitaire

Conclusions générales et commentaires

Les retournés et les déplacés ont perdu leurs AGR et articles ménagers essentiels; ils ont abandonnés leurs produits du champ et d'élevage, leurs maisons et biens furent détruites, ils vivent dans la vulnérabilité en zone de déplacement et/ou de retour. Les autochtones ou FA subissent la pression qu'exercent ces PDI sur leurs bien alimentaires et non alimentaires. Il en est de même sur les infrastructures communautaires de base tel que les structures sanitaires, marchés, points d'eau, latrines, infrastructures scolaires, Abris, etc. La zone évaluée compte environs 2078 ménages retournés, 1909 ménages déplacés et les autochtones qui y vivent actuellement dans une vulnérabilité multisectorielle.

Les besoins prioritaires ressortis lors de l'évaluation sont :

- Priorité n°1 : Food;
- Priorité n°2 : AME et Abris ;
- Priorité n°3 : EHA ;
- Priorité n°4 : Santé
- Priorité n°5 : Education et moyen de subsistance

Notes de fin

1. Les résultats issus des différents questionnaires ERM sont présentés dans plusieurs colonnes distinctes avec l'entête "EM" pour les enquêtes ménages, "IC" pour les informateurs clés et "GDC/RDS" pour les données issues des groupes de discussion communautaires ou d'une revue de données secondaires (voire d'une observation libre)". Si la source d'une information est autre que ces trois ou que la donnée dans une colonne ne s'y réfère pas, un entête spécifique est ajouté. Les entêtes de sources sont ensuite rappelés où nécessaire. Pour les EM, les résultats sont généralement en % de ménages ayant répondu à chacune des réponses possibles listées sur la gauche. Pour les IC, les résultats sont généralement le nombre de fois que des IC ont cité une des réponses possibles, pondéré par le poids accordé aux IC spécialistes (fréquence pondérée des réponses IC). Les résultats peuvent aussi être affichés uniquement sous la forme de la réponse ayant été la plus fréquemment rapportée par les IC, après pondération. Pour les GDC/RDS, les réponses sont des entrées manuelles des évaluateurs pour répondre aux questions pertinentes. Les données GDC/RDS se retrouvent aussi et principalement dans les boîtes de texte d'analyse pour chaque secteur. Les données issues d'observations libres peuvent également être présentées dans ces boîtes de texte.

2. Question à choix multiples, la somme des % des différentes réponses peut être supérieure à 100%. La somme des % des différentes réponses peut être inférieure à 100% car les réponses "Ne sait pas" et "Ne se prononce pas" ne sont pas présentées dans les graphes.

3. Le score de consommation alimentaire (SCA/FCS) est un indicateur de la quantité et de la qualité des aliments consommés dans un ménage. Il mesure en le nombre de jours pendant lesquels un membre du ménage a consommé respectivement 9 groupes d'aliments distincts au cours d'une période de rappel de 7 jours. Les ménages sont classés en catégories de gravité en fonction de leurs réponses. Le SCA est souvent utilisé comme indicateur de la qualité des aliments consommés. Les seuils SCA standard sont <28 pour une consommation «pauvre», 28,5-42 pour une consommation «limite» et > 42 pour une consommation «acceptable».

4. L'indice des stratégies de survie simplifié (ISSs/rCSI) est un indicateur alternatif de l'accès aux aliments par les ménages. Il mesure le comportement des ménages pour faire face au manque de nourriture, spécifiquement les ajustements de consommation et des activités de subsistance. Ces ajustements peuvent être des changements dans la consommation; une réduction des dépenses; ou une expansion activités génératrices de revenus. Le score doit généralement être analysé dans le cadre d'une analyse des tendances. Les seuils standards pour l'ISS sont de < 3 pour une situation «acceptable», 4 - <= 18 pour une situation «limite» et > 19 pour une situation «pauvre».

5. Indicateur composé à partir de plusieurs éléments de réponse de différents autres indicateurs. La somme des résultats de cet indicateur composite peut être inférieure ou supérieure à 100% car toutes les modalités de réponse possibles ne sont pas considérées.

6. Sources améliorées: celles protégées de l'extérieur, p.ex. robinets, trous de forage, puits tubulaires, puits creusés protégés, sources naturelles protégées, l'eau de pluie et l'eau conditionnée (en bouteilles/sachets). Sources non-améliorées: puits creusé non-protégé ou source naturelle non-protégée. Eau de surface: rivière, barrage, lac, étang, ruisseau, canal d'irrigation, etc. (source: JMP).

7. Installations sanitaires améliorées: celles conçues pour séparer hygiéniquement les excréments du contact humain, p.ex. latrine à chasse vers un réseau d'égout, fosse septique, latrines à fosse améliorées ventilées (VIP), toilettes à compost ou latrines à fosse avec dalle (source: JMP). Non-améliorées: latrines à fosse sans dalle ni plateforme, latrines suspendues ou latrines à seuil. Pas d'installation sanitaire: excréments dans un espace ouvert (champs, forêts, buissons, plans d'eau ouverts, etc. ou avec les déchets solides)